

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 09688 Numéro SIREN : 382 544 310 Nom ou dénomination : MAJE
--

Ce dépôt a été enregistré le 22/05/2023 sous le numéro de dépôt 23011

« MAJE »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 100.000 euros
Siège social : 2 rue de Marengo – 75001 PARIS
382 544 310 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 28 AVRIL 2023

Le 28 avril 2023, à 15 heures, 49 rue Etienne Marcel – 75001 Paris,

La société SMCP Group, société par actions simplifiée unipersonnelle, au capital de 107 365 480 euros, dont le siège social est situé 49 rue Etienne Marcel, 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 819 258 773 RCS Paris, associé unique de la Société Maje, représentée par son Directeur Général, Madame Isabelle Guichot,

En présence de la société JUDITH MILGROM S.A.S., Président non associé, représentée par Madame Judith Milgrom,

Le Commissaire aux comptes, la société DELOITTE & ASSOCIES, et le CSE SMCP, régulièrement convoqués, n'ont pas adressé de commentaires ou questions avant la date de ces décisions.

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été arrêtés et établis par la Société JUDITH MILGROM S.A.S., Président non associé, représentée par Madame Judith Milgrom.

Ces documents ont été tenus, au siège social, à la disposition du Commissaire aux comptes dans les délais légaux.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022, le rapport de gestion du Président et le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels ont été adressés à l'associé unique.

L'associé unique a également pris connaissances des documents suivants :

- Un exemplaire des statuts de la société, et
- Le texte de projet des décisions.

II - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et quitus au Président,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

« MAJE »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 100.000 euros
Siège social : 2 rue de Marengo – 75001 PARIS
382 544 310 RCS PARIS

**PREMIERE DECISION
APPROBATION DES COMPTES**

L'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un résultat bénéficiaire de 25 816 262,66 euros.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'associé unique approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à 15 050 euros ainsi que l'impôt sur les sociétés supporté en raison desdites dépenses et charges s'élevant à 3 762,50 euros.

En conséquence, l'associé unique donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

**DEUXIEME DECISION
AFFECTATION DU RESULTAT**

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 25 816 262,66 euros de la manière suivante :

- Distribution de dividendes : 25 800 000 euros ;
- Le solde en report à nouveau : 16 262,66 euros.

Le poste « report à nouveau » passe ainsi de 65 102 598,16 euros à 65 118 860,82 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

**TROISIEME DECISION
POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES**

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé et signé le présent procès-verbal.


L'associé unique
La société SYICP Group S.A.S.
Représentée par Madame Isabelle Guichot

MAJE

Société par actions simplifiée

2 Rue Marengo, PARIS 75001

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

MAJE

Société par actions simplifiée

2 Rue Marengo, PARIS 75001

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux associés de la société MAJE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MAJE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les droits au bail et les fonds de commerce, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2022 s'établit à 24 523 197 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur de marché selon les modalités décrites dans la note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, ainsi que la cohérence des hypothèses retenues. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 5 avril 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A blue square logo with a white checkmark is positioned to the left of a handwritten signature in blue ink.

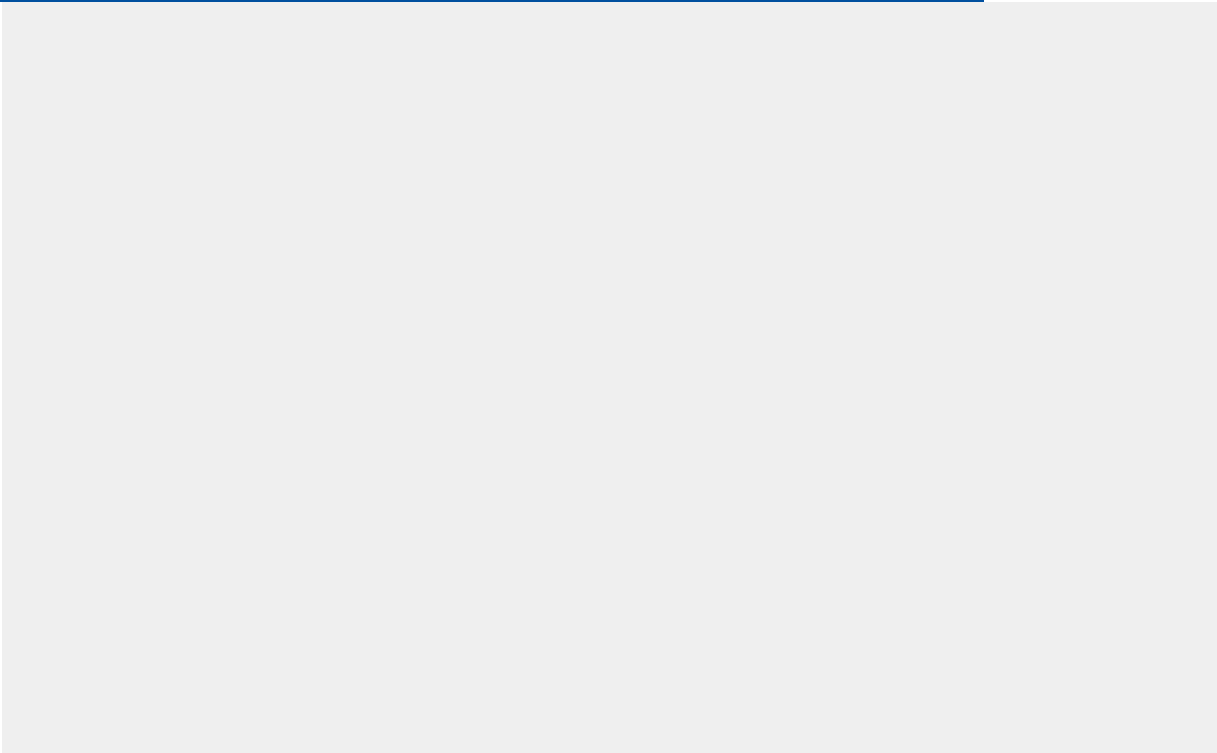
Albert AIDAN

MAJE S.A.S.

2 Rue MARENGO

75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT

Comptes au 31/12/2022



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Faits caractéristiques	13
Immobilisations	15
Amortissements	16
Provisions et dépréciations	17
Créances et dettes	18
Charges à payer	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Produits à recevoir	21
Capitaux propres	22
Engagements financiers donnés et reçus	23
Effectif moyen	24
Filiales et participations	25
Opérations liées 2022	26
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	27

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	52 185	28 035	24 150	23 403
Concessions, brevets et droits similaires	2 294 608	1 418 876	875 732	411 858
Fonds commercial	27 896 521	3 373 324	24 523 197	23 473 572
Autres immobilisations incorporelles	51 600		51 600	302 367
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	67 638	58 576	9 061	16 787
Autres immobilisations corporelles	34 337 328	26 397 891	7 939 437	7 898 717
Immobilisations en cours	435 863		435 863	1 230 219
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	733 298		733 298	733 298
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 206 729		1 206 729	1 308 958
ACTIF IMMOBILISE	67 075 769	31 276 702	35 799 067	35 399 178
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	12 455 441	1 193 073	11 262 368	10 616 361
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	41 369 220	2 706 232	38 662 988	27 509 442
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 395 109		1 395 109	746 078
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	90 740 304	89 725	90 650 579	59 160 766
Autres créances	34 480 139		34 480 139	12 766 826
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	5 360 196		5 360 196	10 445 738
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	964 347		964 347	897 830
ACTIF CIRCULANT	186 764 756	3 989 030	182 775 726	122 143 041
Frais d'émission d'emprunts à étaler	208 143		208 143	275 833
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	1 797 176		1 797 176	503 624
TOTAL GENERAL	255 845 844	35 265 732	220 580 112	158 321 676

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 100 000)	100 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 000	10 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	29 699	29 699
Report à nouveau	65 102 598	40 390 129
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	25 816 263	24 712 469
Subventions d'investissement	318 499	486 798
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	91 377 059	65 729 095
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 613 177	1 034 418
Provisions pour charges		
PROVISIONS	1 613 177	1 034 418
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 412	35 384
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	45 000	45 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	427 507	323 096
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 274 603	54 432 745
Dettes fiscales et sociales	10 604 128	9 320 675
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	623 319	1 208 896
Autres dettes	46 346 186	22 356 623
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 412 246	2 288 245
DETTES	126 747 400	90 010 664
Ecart de conversion passif	842 475	1 547 498
TOTAL GENERAL	220 580 112	158 321 676

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises	120 232 887	106 460 954	226 693 841	209 741 561
Production vendue de biens	1 920 517	43 846 592	45 767 109	36 903 687
Production vendue de services	746 837	517 559	1 264 396	889 478
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	122 900 241	150 825 105	273 725 346	247 534 726
Production stockée			10 863 949	-7 323 153
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			776 806	59 212
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			6 240 248	5 348 982
Autres produits			1 221 138	896 287
PRODUITS D'EXPLOITATION			292 827 487	246 516 055
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			93 477 932	67 718 971
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			21 178 692	17 527 264
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-106 360	-3 565 602
Autres achats et charges externes			100 606 613	96 521 722
Impôts, taxes et versements assimilés			3 195 787	2 825 215
Salaires et traitements			21 609 172	17 617 666
Charges sociales			7 152 727	7 875 052
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 219 538	2 897 458
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 452 452	4 813 198
Dotations aux provisions			1 495 589	1 103 691
Autres charges			251 508	245 371
CHARGES D'EXPLOITATION			256 533 651	215 580 006
RESULTAT D'EXPLOITATION			36 293 836	30 936 048
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			165 095	311 416
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			8 341 112	5 750 905
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			8 506 207	6 062 320
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			221 628	316 808
Différences négatives de change			9 153 092	5 284 664
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			9 374 720	5 601 473
RESULTAT FINANCIER			-868 514	460 848
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			35 425 322	31 396 896

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	186 499	2 287 933
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 442 215	3 274 891
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 628 714	5 562 824
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	153 732	226 450
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	464 544	1 597 035
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	305 720	3 972 080
CHARGES EXCEPTIONNELLES	923 997	5 795 565
RESULTAT EXCEPTIONNEL	704 717	-232 741
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 651 776	1 005 474
Impôts sur les bénéfices	8 662 001	5 446 212
TOTAL DES PRODUITS	302 962 408	258 141 199
TOTAL DES CHARGES	277 146 145	233 428 730
BENEFICE OU PERTE	25 816 263	24 712 469

Annexes

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est d'une valeur brute de 255 845 844 €, d'une dépréciation de 35 265 732 € et d'une valeur nette de 220 580 112 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 25 816 263 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de la société sont établis en conformité avec les dispositions du Code de commerce (Articles L.123-12 à L.123-28), du règlement ANC n° 2018-07 du 10 décembre 2018, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), homologué par arrêté du 26 décembre 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce, les droits au bail, les frais de recherche et les marques qui figurent à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur de marché est testée annuellement et si la société a identifié un indicateur de dépréciation des actifs pris individuellement.

Au 31 décembre 2022, le total de la dépréciation des droits au bail et fonds de commerce s'élève à 3 373 324 €.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Mode linéaire:

- Logiciels	1 à 5 ans
- Agencements, installations siège	10 ans
- Agencements, installations magasins	4 à 5 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans

Dans le cadre des nouvelles règles sur les immobilisations (CRC 2002-10 et CRC 2004-06) la société n'a pas identifié de composants significatifs.

Immobilisations Financières

La valeur brute des titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépôts et cautionnements se rapportent principalement aux dépôts effectués par la société aux différents bailleurs. Ces dépôts seront remboursés en fin de bail.

Participation, autres titres immobilisés

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat y compris frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte des perspectives de rentabilité qui sont déterminées par l'approche des flux de trésorerie estimés. Elles sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Méthode de valorisation des stocks

Stock de tissus et de fournitures

La valeur retenue correspond à la valorisation au prix de revient incluant les frais d'approche convertis au taux de la devise achat.

Certains composants ou fournitures sont utilisés sur plusieurs collections et sont appelés « permanents ». Les tissus sont dédiés à une collection. Les matières premières et composants font l'objet de provisions tenant compte de leurs perspectives d'écoulement.

Stock de produits finis

La valeur retenue est celle du prix de revient initial (PRI) qui correspond au prix d'achat facturé par le fournisseur converti au taux de la devise d'achat. Le PRI (prix de revient initial) inclut également les frais d'approche de logistique et frais de collection. Les produits défectueux ont été valorisés à leur valeur brute et intégralement provisionnés.

Dépréciation des stocks de produits finis et tissus

La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des produits. Ainsi à chaque clôture (annuelle ou semestrielle), la société est amenée à constater une dépréciation de ses stocks sur l'ensemble de ses collections ayant déjà été présentées dans son réseau d'outlet et sur la base de leurs perspectives d'écoulement.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comptabilisés pour 2 412 245 € correspondent en majorité aux retours de marchandises cédées aux filiales. Leur montant, qui correspond au retour de marge, est déterminé par la différence entre la valorisation des retours au prix de transfert pratiqués et la valorisation des retours au prix de revient.

Charges constatées d'avance

Le compte présentant un solde de 964 347 € est constitué de frais généraux pour 221 667 € et de loyers pour 747 810 €.

Charges à Payer

Les charges à payer s'élèvent à 54 251 K€ et sont constituées de 13 862 K€ de dettes fournisseurs externes, de 20 008 K€ de dettes fournisseurs intragroupes, de 320 K€ d'immobilisations, de 5 612 K€ de dettes fiscales et sociales, de 11 090 K€ d'avoirs liés aux clients intragroupes et de 3 359 K€ d'autres dettes.

Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont principalement constitués de 13 490 K€ de factures à établir dont 9 232 K€ pour des ajustements de prix de transfert, de 824 K€ d'avoirs à recevoir sur les gratuités de loyers, de 6 820 K€ d'avoirs à recevoir des fournisseurs intragroupes et de 25 K€ d'autres créances.

Produits et charges exceptionnels

Les charges exceptionnelles d'un montant de 924 K€ sont constituées de 318 K€ de mises au rebut d'immobilisations corporelles, de 164 K€ de frais de personnel, de 288 K€ de dépréciation de droits au bail, de 148 K€ de subvention d'investissement et de 6 K€ d'autres charges exceptionnelles.

Les produits exceptionnels d'un montant de 1 629 K€ sont constitués de 1 442 K€ de reprise de provision des droits au bail et de 187 K€ de quote-part de subvention.

Charges réparties sur plusieurs exercices

Les charges à répartir sont constituées des indemnités travaux versées à nos affiliés et étalées sur la durée de vie des immobilisations soit cinq ans. Le montant s'élève à 208 142 € au 31 décembre 2022.

Rémunération des avances consenties entre filiales et sociétés liées

Les avances et prêts sont contractés vis-à-vis de la société mère SMCP GROUP S.A.S..

Le taux de rémunération servi au titre de l'exercice s'est élevé à 1,50% taux emprunteur / 1,30% taux prêteur pour le compte courant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés au taux du jour.

Les dettes, créances et disponibilités qui s'y rattachent, figurent au bilan pour leur contrevaletur au taux de clôture de l'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises au cours de clôture est passée en écart de conversion, les pertes de change latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

SMCP GROUP S.A.S. centralise la couverture du risque de change pour le compte de ses filiales. L'exposition nette entre les ventes en devises (principalement USD, CNH, GBP, CHF...) et les achats en devises (USD et CNH) est couverte par saison à l'aide d'instruments financiers dérivés sur devises (contrats d'achat / vente à terme de devises et contrats d'options sur devises).

Les gains et pertes de change réalisés dans le cadre de ces opérations de couverture sont rétrocédés aux filiales par le biais d'opérations de change internes.

Les engagements en devises au 31 décembre 2022 entre SMCP GROUP S.A.S. et MAJE S.A.S. sont présentés ci-dessous :

MAJE vs SMCP Group	Montant (mDEV)	Taux clôture	CTV mEUR	MtM kEUR
<i>EURCAD - Imp</i>	6,187	1,4440	4,285	217,31
<i>EURCHF - Imp</i>	2,539	0,9847	2,578	-25,00
<i>EURCNH - Imp</i>	123,341	7,3748	16,725	39,19
<i>EURGBP - Imp</i>	5,948	0,8869	6,706	180,04
<i>EURHKD - Imp</i>	32,137	8,3163	3,864	62,86
<i>EURNOK - Imp</i>	3,734	10,5138	0,355	14,75
<i>EURSEK - Imp</i>	3,850	11,1218	0,346	11,15
<i>EURUSD - Imp</i>	0,432	1,0666	0,405	-264,00
			35,265	236,30

Interprétation:

EURCHF - Imp signifie une vente du CHF contre EUR par Maje auprès de SMCP Group

Les provisions pour risques et charges

Ces provisions enregistrées en conformité avec le règlement CRC 2000-06 sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent notamment les indemnités estimées par le groupe et ses conseils au titre de litiges, contentieux et actions de réclamation de la part des tiers.

Compte	Solde 31/12/2021	MOUVEMENTS 2022		Solde 31/12/2022
		Dotation	Reprise	
151100 - Provisions pour litiges	506 283,70	376 840,00	388 695,00	494 428,70
151500 - Provisions pour perte de change	528 134,70	1 118 748,63	528 134,70	1 118 748,63
	1 034 418,40	1 495 588,63	916 829,70	1 613 177,33

Les provisions pour litiges sont constituées de litiges prudhommes pour 117 589 €, de litiges juridiques pour 75 000 € et d'une provision de stock Europe pour 301 840 €.

Intégration fiscale

La société a opté à compter du 01/01/2011 pour le régime d'intégration fiscale avec la société SMCP GROUP S.A.S..

Selon la convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du groupe, chaque société filiale supporte une charge d'impôt société équivalente à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Changement de méthode

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Néant

Evolution de l'activité

Le chiffre d'affaires de l'année 2022 a progressé de 11 % par rapport au chiffre d'affaires de l'année 2021.

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des commissions des grands magasins et des rabais, remises, ristournes accordés.

Evolution de la structure

Néant.

Evolution du marché des changes pour l'entreprise

La société mère se couvre à terme sur les achats et les ventes en devises par saison et en fait bénéficier ses filiales.

Engagements retraites hors bilan

Les engagements en matière de départ à la retraite ont été estimés au 31 décembre 2022 après prise en compte d'un coefficient d'actualisation suivant la courbe « Eur Ind AA+/AA » éditée par Bloomberg au 31 décembre 2022.

Ce montant est déterminé en fonction des conditions conventionnelles de départ, l'ancienneté des salariés étant calculée à la date de leur départ éventuel à la retraite à l'âge de 65 ans. Il tient compte de la probabilité que le salarié quitte la société avant d'atteindre l'âge du départ en retraite.

Les hypothèses de base retenues pour le calcul sont :

- Taux d'actualisation : 1.02 % à 15 ans
- Taux d'inflation de 1.6 %
- Taux d'augmentation des salaires : 3,5% pour les cadres et agents de maitrises ; 2,5% pour les ouvriers et personnel administratif

L'estimation de l'engagement pour indemnités de fin de carrière comprend les indemnités conventionnelles de fin de carrière spécifiques au régime français par application d'une méthode actuarielle rétrospective prenant en compte le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation.

L'engagement pour indemnités de fin de carrière s'élève à 604 362 € non comptabilisé dans les comptes sociaux.

Cette provision est comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2022.

Etablissement des comptes consolidés

La société holding SMCP S.A. RCS Paris 819 816 943, 49 rue Etienne Marcel 75001 Paris, établit les comptes consolidés du groupe.

Autres informations

Honoraires

La décomposition des honoraires des Commissaires aux comptes est fournie dans l'annexe des comptes consolidés.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Evénements significatifs de l'exercice

Contexte international, macro-économique et géopolitique

Conflit russo-ukrainien

Les ventes du Groupe en Ukraine et en Russie sont opérées via des distributeurs locaux et représentaient une part marginale des revenus consolidés (de l'ordre de 1 % du chiffre d'affaires). A la suite de l'intervention russe en Ukraine, SMCP a cessé les livraisons vers le distributeur russe. Le Groupe n'a pas d'exposition bilantielle en Russie. Le contrat avec le partenaire russe est arrivé à échéance en février 2023 et n'a pas été renouvelé.

Autres enjeux macro-économiques de 2022

L'année 2022, en raison de divers facteurs (conflit en Ukraine, suite du Covid notamment en Asie, perturbant les chaînes logistiques internationales, forte reprise de la demande induisant une tension sur les approvisionnements) a vu une hausse importante de divers coûts : matières et produits finis, énergie, ... Sur la seconde partie de l'année, ce phénomène s'est doublé d'une hausse des taux d'intérêt.

Dans ce contexte fortement adverse, SMCP a su préserver ses marges grâce à des hausses de prix de vente qui ont été bien acceptées par les consommateurs. Le poste "Energie" est peu significatif dans le compte de résultat du Groupe, qui bénéficie notamment d'un contrat d'approvisionnement pluri-annuel sur la France. In fine, la marge opérationnelle du Groupe, mesurée par l'EBIT ajusté rapporté au chiffre d'affaires, s'est maintenue entre 2021 et 2022.

Enfin, les hausses de taux d'intérêt impactent peu significativement le compte de résultat de l'exercice en raison de la baisse tendancielle de l'encours de dette brute (désendettement progressif).

Impacts du Covid-19

Au cours de l'exercice, le Groupe a été impacté par les résurgences de Covid-19 en Asie et en particulier en Chine. Au premier semestre 2022, de nombreuses restrictions ont contraint la consommation dans plusieurs villes, y compris de premier plan (Shanghai, Beijing, Honk Kong, Shenzhen, Xi'an par exemple), affectant les boutiques (fermetures administratives, réductions horaires) mais également les capacités logistiques (fermeture de l'entrepôt dans la région de Shanghai pendant près de deux mois). Après une réouverture graduelle en juin, de nouvelles résurgences sont intervenues au cours du second semestre. Si les fermetures de boutiques ont été plus limitées (entre 5 et 10 % du réseau), l'impact sur le trafic en boutiques est resté important, en particulier en fin d'année.

La situation adverse observée en Asie a pu être partiellement compensée par un dynamisme important d'autres zones (France, Europe, Moyen-Orient, Amérique du Nord) qui ont bénéficié d'un niveau soutenu de consommation de la part des clients locaux ainsi que d'un retour des flux touristiques (diverses nationalités européennes, touristes américains, touristes asiatiques hors Chine).

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	45 815		8 770
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 820 827		721 902
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	67 638		
Installations générales, agenc., aménag.	23 538 292		1 326 517
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 562 311		1 622 327
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 230 219		-794 356
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	33 398 458		2 154 488
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	733 298		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 308 958		27 429
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 042 256		27 429
TOTAL GENERAL	65 307 356		2 912 589

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		2 400	52 185	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		300 000	30 242 729	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.			67 638	
Installations générales, agencements divers		615 946	24 248 863	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		96 173	10 088 465	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			435 863	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		712 118	34 840 828	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			733 298	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		129 657	1 206 729	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		129 657	1 940 027	
TOTAL GENERAL		1 144 176	67 075 769	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	22 412	8 023	2 400	28 035
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 105 091	313 785		1 418 876
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 127 503	321 808	2 400	1 446 911
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	50 850	7 726		58 576
Installations générales, agenc. et aménag. divers	17 598 649	1 768 336	606 688	18 760 298
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 603 236	1 121 667	87 310	7 637 593
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 252 736	2 897 729	693 998	26 456 467
TOTAL GENERAL	25 380 239	3 219 538	696 398	27 903 378

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	275 833	30 422	98 112	208 143
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	506 284 528 135 	376 840 1 118 749 	388 695 528 135 	494 429 1 118 749
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 034 418	1 495 589	916 830	1 613 177
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	4 527 939 4 728 549 131 447 	287 600 4 441 115 11 337 	1 442 215 5 270 359 53 059 	3 373 324 3 899 305 89 725
DEPRECIATIONS	9 387 935	4 740 052	6 765 633	7 362 354
TOTAL GENERAL	10 422 353	6 235 641	7 682 463	8 975 531
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice		5 948 041 287 600 	6 240 248 1 442 215 	

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 206 729		1 206 729
Clients douteux ou litigieux	84 649	84 649	
Autres créances clients	90 655 655	90 655 655	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	23 267	23 267	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	5 378 220	5 378 220	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	20 485 209	20 485 209	
Débiteurs divers	8 593 442	8 593 442	
Charges constatées d'avance	964 347	964 347	
TOTAL GENERAL	127 391 519	126 184 790	1 206 729

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	14 412	14 412		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	45 000	45 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	66 274 603	66 274 603		
Personnel et comptes rattachés	3 727 810	3 727 810		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 774 204	2 774 204		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	3 127 238	3 127 238		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	974 876	974 876		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	623 319	623 319		
Groupe et associés	17 716 918	17 716 918		
Autres dettes	28 629 268	28 629 268		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 412 246	2 412 246		
TOTAL GENERAL	126 319 894	126 319 894		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408000	Fournisseurs FNP - Frais Généraux	24 554 950,62	31 119 025,07	-6 564 074,45
408100	Fournisseurs FNP - Produits Finis	6 098 985,82	1 714 080,94	4 384 904,88
408110	Fournisseurs FNP- Matières Premièr	1 013 259,08	295 463,38	717 795,70
408920	FNP Marketing fees	2 202 305,70		2 202 305,70
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		33 869 501,22	33 128 569,39	740 931,83
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	Fournisseurs FNP - Immobilisations	320 441,80	888 895,56	-568 453,76
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		320 441,80	888 895,56	-568 453,76
AUTRES DETTES				
419800	Clients - Rabais à accorder	2 383 977,99	1 295 081,78	1 088 896,21
419900	Clients - Avoir à établir	975 386,36	3 531 157,27	-2 555 770,91
419920	Avoirs à établir TP	11 089 963,67		11 089 963,67
TOTAL AUTRES DETTES		14 449 328,02	4 826 239,05	9 623 088,97
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Dettes provisionnées pour congés à	1 394 073,55	1 454 068,02	-59 994,47
428220	Dettes provisionnées pour Repos Com	-29 575,49	-31 684,62	2 109,13
428240	Autres charges à payer	134 269,00	243 732,00	-109 463,00
428400	Dettes provisionnées pour participa	1 651 776,00	1 005 474,00	646 302,00
428610	Autres charges à payer NDF	1 153,87	455,02	698,85
428640	Provisions Primes	559 727,26	897 669,86	-337 942,60
428660	Provisions Primes de précarité CDD	16 136,16	10 839,44	5 296,72
438200	Charges sociales provisionnées sur	629 071,81	655 733,22	-26 661,41
438220	Charges sociales provisionnées sur	-13 284,86	-14 234,39	949,53
438240	Charges sociales provisionnées sur	239 229,73	347 273,86	-108 044,13
438600	Charges à payer sur Forfait social	330 360,00	201 094,00	129 266,00
438610	Charges sociales provisionnées sur	7 261,30	4 877,79	2 383,51
438620	Agefiph à payer	147 823,00	158 736,00	-10 913,00
438630	Provision Formation Professionnelle	2 049,91	82 960,90	-80 910,99
438640	Provision Effort Construction	95 952,19	78 568,47	17 383,72
438650	Provision taxe Apprentissage	90 562,65	268,29	90 294,36
448000	Etat - Charges à payer	154 700,00		154 700,00
448200	Provision - Tascom	197 304,00	197 304,00	
448600	Provision - Tvts	3 444,00	5 040,00	-1 596,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		5 612 034,08	5 298 175,86	313 858,22
TOTAL CHARGES A PAYER		54 251 305,12	44 141 879,86	10 109 425,26

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Charges constatées d'avance divers	263 513,65	359 476,87	-95 963,22
486100	Charges constatées d'avance loyers	700 833,44	538 352,95	162 480,49
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		964 347,09	897 829,82	66 517,27
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	Produits constatés d'avance	-2 412 245,55	-2 288 245,02	-124 000,53
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-2 412 245,55	-2 288 245,02	-124 000,53

Compte	Libellé	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418000	Clients - Factures à établir	4 256 453,35	6 190 112,40	-1 933 659,05
418920	Factures à établir TP	9 232 129,42		9 232 129,42
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		13 488 582,77	6 190 112,40	7 298 470,37
AUTRES CREANCES				
409800	Rabais, remises, ristournes à obtenir		343 393,69	-343 393,69
409900	Avoir à recevoir	7 686 349,28	912 010,72	6 774 338,56
438710	IJSS Nettes	-15 248,25	-5 727,52	-9 520,73
TOTAL AUTRES CREANCES		7 671 101,03	1 249 676,89	6 421 424,14
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		21 159 683,80	7 439 789,29	13 719 894,51

Variation des capitaux propres

	Ouverture au 31/12/2021	Augmentation capital	Distribution de dividendes	Autres diminutions / augmentations	Affectation de résultat	Résultat de l'exercice	Clôture au 31/12/2022
Capital social	100 000						100 000
Prime d'émission	0						0
Réserve légale	10 000						10 000
Autres réserves	29 699						29 699
Report à nouveau	40 390 129			24 712 469			65 102 599
Résultat de l'exercice	24 712 469			-24 712 469	25 816 263		25 816 263
Subventions règlementées	486 798			-168 299			318 499
Total	65 729 095	0	0	-168 299		0	91 377 059

Décomposition du capital social

	Ouverture au 31/12/2021	Créées pendant l'exercice	Remboursées pendant l'exercice	Clôture au 31/12/2022
Parts sociales	6 250			6 250
Valeur nominale	16			16
Montant du capital social	100 000			100 000

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
CREDITS DOCUMENTAIRES GARANTIES BANCAIRES	1 093 318					1 093 318
TOTAL	1 093 318					1 093 318

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
CAUTIONS AFFILIES	873 000					873 000
GARANTIES WHOLESAL	30 000					30 000
TOTAL	903 000					903 000

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Effectifs	Personnel Salarié CDI / CDD
Effectif CADRES 2022	117
Effectif CADRES 2021	109
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	8
Effectif NON CADRES 2022	533
Effectif NON CADRES 2021	543
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	10

Dénomination	Capital	QP détenue	Valeur brute des titres	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres			Résultat
SMCP Luxembourg	31 000 664 099	100	31 000	4 872 570 184 417
Maje Stores Ltd (en GBP)	10 000 1 429 839	100	11 729	15 730 727 705 383
Maje Spain	503 006 4 904 875	100	503 006	25 474 123 848 988

TABLEAU DES ENTREPRISES LIEES POUR LES ELEMENTS DE BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

POSTE BILAN	Clôture au 31/12/2022 en K€
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	30 401
<i>Créances Clients</i>	65 341
<i>Comptes courants</i>	20 485
<i>Intégration fiscale</i>	17 717
<i>Autres comptes débiteurs et créditeurs</i>	4 999

POSTE COMPTE DE RESULTAT	Clôture au 31/12/2022 en K€
<i>Ventes de produits finis</i>	32 571
<i>Ventes de marchandises</i>	66 503
<i>Produits des activités annexes</i>	590
<i>Intérêts recus comptes courants</i>	165
<i>Autres achats et charges externes</i>	40 321
<i>Achats de marchandises</i>	8 132
<i>Locations et charges locatives</i>	2 387
<i>Charges d'intérêts</i>	207

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	35 425 322	8 662 001	26 763 321
Résultat exceptionnel à court terme	704 717		704 717
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 651 776		-1 651 776
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	34 478 263	8 662 001	25 816 262